

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 312

[2012/200405]

12 JANVIER 2012. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 30 septembre 2011 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la mobilité des apprenants dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 30 septembre 2011 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la mobilité des apprenants dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 janvier 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 508 (2011-2012) N^{os} 1 à 3.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 janvier 2012.

Vote.

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la mobilité des apprenants dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Vu les articles 1^{er}, 39, 130, 134, 138 et 139 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er} alinéa 2, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis, modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 16 décembre 1991 relatif à la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises;

Vu le décret wallon du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises;

Vu l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998, notamment l'article 13quinquies, inséré par l'accord de coopération du 3 juillet 2008;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé « IFAPME », donné le 7 mai 2010;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, ci-après dénommé « IAWM », donné le 23 mars 2010;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 26 avril 2010;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Communauté germanophone (Wirtschafts- und Sozialrat), donné le 27 avril 2010;

Le Gouvernement wallon, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte et de son Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, M. André Antoine;

Le Gouvernement de la Communauté germanophone, représenté en la personne de son Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux, M. Karl-Heinz Lambertz, et de son Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi, M. Oliver Paasch;

Après délibération,
Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1^o « Apprenant » : apprenti visé au point 2^o et auditeur inscrit en formation chef d'entreprise dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dispensée par l'IFAPME ou l'IAWM;

2^o « Apprenti » : personne inscrite en formation en apprentissage dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dispensée par l'IFAPME ou l'IAWM;

3^o « Centre de formation » : l'organisateur des cours théoriques tant au niveau de l'apprentissage qu'au niveau de la formation de chef d'entreprise dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dispensée par l'IFAPME ou l'IAWM;

4^o « Communauté » : la Communauté germanophone;

5^o « Contrat complémentaire » : contrat instituant une formation complémentaire portant sur des points déterminés du programme, qui est dispensée à l'apprenti par un autre chef d'entreprise que celui avec lequel il a signé son contrat d'apprentissage principal;

6^o « Contrat d'apprentissage » : contrat par lequel un chef d'entreprise s'engage à donner ou à faire donner à un apprenti une formation en apprentissage, conformément au programme ou au référentiel de formation concerné et à la réglementation légale en vigueur, et par lequel un apprenti s'engage à s'initier aux matières théoriques et au savoir-faire utiles à l'exercice de la profession, sous la direction et la surveillance de son tuteur conformément à cette même réglementation;

7^o « IAWM » : l'Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

8^o « IFAPME » : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

9^o « Instituts » : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et l'« Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen »;

10^o « Outil pédagogique » : « Ausbildungsnachweis », carnet d'alternance, carnet de formation en entreprise, carnet pédagogique ou tout autre document prévu par les Instituts permettant le suivi du plan de formation de l'apprenti, tant au niveau pratique (entreprise) qu'au niveau théorique (centre de formation);

11^o « Référent » : « Lehrlingssekretär » relevant de l'IAWM et le délégué à la tutelle relevant de l'IFAPME;

12^o « Région » : la Région wallonne pour la partie de langue française;

13^o « Tuteur » : la personne désignée au sein de l'entreprise comme responsable, au sein de celle-ci, de la formation et de l'accompagnement d'un apprenti.

Art. 2. Le présent accord de coopération a pour objet de définir le cadre de la collaboration entre l'IFAPME et l'IAWM ainsi que la mobilité des apprenants entre la Région et la Communauté.

CHAPITRE II. — Collaboration dans les matières pédagogiques

Art. 3. Les apprenants de la Région et de la Communauté peuvent participer aux concours organisés par chacun des Instituts.

Art. 4. Pour les professions qu'ils déterminent, les Instituts examinent la possibilité d'organiser un échange entre apprentis pour ce qui concerne les cours de pratique simulée en Centre de formation.

CHAPITRE III. — Mobilité des apprenants

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 5. La mobilité peut s'organiser si les formations existent respectivement dans la Région et dans la Communauté et si les programmes ou référentiels de formation s'équivalent en ce qui concerne :

- la définition du métier faisant l'objet de la formation;
- le cadre organisationnel de la formation (durée, volume...);
- les compétences reprises dans le programme ou le référentiel de formation;
- le niveau de compétences requis;
- l'évaluation de ce niveau de compétences.

L'IFAPME et l'IAWM établiront la liste des professions pour lesquelles la mobilité peut s'organiser. Cette liste est approuvée par les Ministres de tutelle des Gouvernements de la Région et de la Communauté, ayant la Formation dans leurs attributions.

Section 2. — Les cours en Centre de formation pour les apprenants

Art. 6. L'apprenant peut choisir de suivre la formation théorique dans un Centre de formation situé soit en Région, soit en Communauté.

Les cours professionnels suivis dans ce Centre de formation doivent correspondre au métier et au programme ou au référentiel de formation établi par l'Institut du réseau auquel ce Centre appartient.

Art. 7. Les cours théoriques sont organisés dans la ou les langue(s) de la Région ou de la Communauté dans laquelle se trouve le Centre de formation.

Art. 8. Les conditions d'admission des apprenants aux cours, le programme ou le référentiel des cours, l'organisation et l'évaluation ainsi que les frais éventuels à charge des parties contractantes sont régis par la réglementation en vigueur dans la Région ou dans la Communauté où les apprenants suivent leur formation théorique.

Art. 9. Pour autant que toutes les autres conditions d'admissibilité soient remplies, les apprenants qui ont réussi l'examen d'entrée organisé par l'un des Instituts sont dispensés de l'obligation de réussite de l'examen d'entrée organisé par l'autre Institut. La Région et la Communauté veilleront à ce que les Instituts reconnaissent mutuellement les examens d'entrée qu'ils organisent.

Art. 10. Le référent responsable de la formation pratique de l'apprenti transmet au Centre les informations nécessaires en vue de son inscription aux cours généraux et professionnels et, pendant toute la durée de la formation, prend les contacts utiles pour le suivi de la formation théorique.

Art. 11. A la fin de son parcours complet de formation, ou d'un module ou d'une année, l'apprenant qui a réussi reçoit un diplôme ou un certificat ou une attestation de réussite, rédigé(e) par le Centre de formation où il a suivi les cours théoriques et dans la langue de la Région ou de la Communauté où le Centre se situe.

Art. 12. Pour autant que les conditions d'admission à la formation prévues par la réglementation de la Région ou de la Communauté soient respectées, et pour autant que les programmes ou référentiels de formation soient compatibles, en cas de changement de Centre de formation en cours de formation d'une Région ou d'une Communauté à l'autre, les Instituts reconnaissent et valorisent les attestations et certificats délivrés par le premier Centre dans lequel l'apprenant a suivi les cours.

Art. 13. Si l'apprenant choisit de suivre sa formation théorique dans deux Centres de formation différents relevant de la Région et de la Communauté, le diplôme ou le certificat ou l'attestation de réussite est établi par la Région ou la Communauté dans laquelle l'apprenant a suivi les cours professionnels (B) et a présenté, avec fruit, l'épreuve pratique (C) de fin de formation.

Art. 14. L'apprenti qui a signé un contrat d'apprentissage dans une entreprise formatrice agréée par l'IFAPME mais qui suit l'entièreté de ses cours et présente avec fruit tous les examens dans un Centre de formation en Communauté a droit à l'obtention du certificat scolaire de la sixième année secondaire professionnelle délivré par l'IAWM, et ce, aux mêmes conditions que l'apprenti qui a signé un contrat d'apprentissage dans une entreprise formatrice agréée par l'IAWM.

L'apprenti qui a signé un contrat d'apprentissage dans une entreprise formatrice agréée par l'IAWM mais qui suit sous le contrôle de l'IAWM l'entièreté ou une partie de ses cours dans un Centre de formation du réseau IFAPME et présente, avec fruit, tous ses examens a droit à l'obtention d'un certificat scolaire de la sixième année secondaire professionnelle délivré par l'IAWM, et ce, aux mêmes conditions que les apprentis suivant les cours dans un Centre situé en Communauté.

Art. 15. Le remboursement des frais de déplacement des apprentis vers le Centre de formation s'effectue conformément à la réglementation en vigueur dans la Région ou dans la Communauté où l'apprenti suit sa formation théorique.

Section 3. — La formation pratique en entreprise pour les apprentis

Art. 16. § 1^{er}. Chaque apprenti qui souhaite bénéficier du système de mobilité doit signer un contrat d'apprentissage dans une entreprise formatrice agréée par l'IFAPME ou l'IAWM.

§ 2. Ce contrat est conclu par l'intermédiaire d'un référent compétent dans la Région ou dans la Communauté où se situe le lieu de formation pratique.

Art. 17. La conclusion, l'exécution, la suspension et la rupture du contrat d'apprentissage sont régies par la réglementation en vigueur dans la Région ou dans la Communauté où se déroule la formation pratique.

Le contrat d'apprentissage contient au minimum :

- les conditions d'admission en formation en alternance;
- l'inscription obligatoire aux cours théoriques;
- la durée du contrat;
- les droits et obligations de l'apprenti, du chef d'entreprise et du tuteur;
- la suspension et la rupture du contrat;
- les sanctions.

Art. 18. Les apprentis de la Communauté germanophone peuvent signer un contrat complémentaire dans une entreprise agréée par l'IFAPME, et ce, sous la tutelle du référent de leur entité d'origine. La réglementation de la Communauté germanophone en matière de contrat complémentaire s'applique.

Les apprentis de la Région wallonne peuvent signer un contrat complémentaire dans une entreprise agréée par l'IAWM, et ce, sous la tutelle du référent de leur entité d'origine. La réglementation de la Région wallonne en matière de contrat complémentaire s'applique.

Art. 19. L'entreprise formatrice et le tuteur doivent répondre aux conditions fixées par la réglementation applicable dans la Région ou dans la Communauté où se situe le lieu de formation pratique.

Art. 20. Le référent qui conclut le contrat d'apprentissage est responsable de la formation pratique de l'apprenti.

Art. 21. En cas d'échec au terme d'une année de formation, la réglementation relative au contrat d'apprentissage de la Région ou de la Communauté dans laquelle l'apprenant suit sa formation pratique s'applique.

Art. 22. Lorsqu'une entreprise possède plusieurs sièges d'activités répartis au-delà de la Région ou de la Communauté, les référents de la Région et de la Communauté s'échangent toutes les informations nécessaires relatives aux agréments et retraits d'agrément des sièges d'activités, au nombre d'apprentis en formation ainsi qu'au déroulement de la formation dans ces sièges.

Art. 23. Le référent veille au bon usage de l'outil pédagogique par l'apprenti et par le tuteur. Si l'outil pédagogique entre en considération pour l'évaluation de l'apprenti, seul celui qui a été distribué par le Centre de formation est à prendre en considération.

Art. 24. L'apprenti doit respecter les règles relatives à l'outil pédagogique fixées par la Région ou la Communauté dans laquelle il suit les cours professionnels (B).

La traduction de l'outil pédagogique dans l'autre langue peut être réalisée.

Art. 25. Le remboursement des frais de déplacement des apprentis vers le lieu de formation pratique s'effectue conformément à la réglementation en vigueur dans la Région ou dans la Communauté où l'apprenti suit sa formation pratique.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 26. Les Gouvernements chargent les Instituts à conclure une convention de collaboration relative au contenu du présent accord.

Art. 27. Les litiges entre les parties signataires du présent accord sont tranchés conjointement par les Gouvernements.

Art. 28. En cas de résiliation du présent accord, les contrats d'apprentissage en cours et les formations en cours seront maintenus jusqu'à leur terme, selon le prescrit de l'accord de coopération.

Art. 29. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} juillet 2011 pour la nouvelle période de conclusion de contrats d'apprentissage.

Namur, le 30 septembre 2011, en deux exemplaires de langue française et deux exemplaires de langue allemande.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi,
O. PAASCH

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 312

[2012/200405]

12. JANUAR 2012 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 30. September 2011 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Mobilität der Auszubildenden im Rahmen der mittelständischen Ausbildung und der Selbstständigen und kleinen und mittleren Unternehmen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Dekret regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 127, § 1 dieser Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Das Zusammenarbeitsabkommen vom 30. September 2011 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Mobilität der Auszubildenden im Rahmen der mittelständischen Ausbildung und der Selbstständigen und kleinen und mittleren Unternehmen wird gebilligt. Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Januar 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technol
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Fußnote

(1) Sitzung 2011-2012.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 508 (2011-2012) Nr. 1 bis 3.
Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. Januar 2012.
Abstimmung.

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Mobilität der Auszubildenden im Rahmen der mittelständischen Ausbildung und der Selbstständigen und kleinen und mittleren Unternehmen

Auf Grund der Artikel 1, 39, 130, 134, 138 und 139 der Verfassung;

Auf Grund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92*bis* § 1 Absatz 2, eingefügt durch das Gesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Auf Grund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55*bis*, abgeändert durch das Gesetz vom 5. Mai 1993;

Auf Grund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Auf Grund des Dekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2003 zur Einrichtung eines "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

Auf Grund des Kooperationsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. November 1998, Artikel 13*quinquies*, eingefügt durch das Kooperationsabkommen vom 3. Juli 2008;

Auf Grund des Gutachtens des Verwaltungsrats des « Institut wallon de la formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME) » vom 7. Mai 2010;

Auf Grund des Gutachtens des Verwaltungsrats des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM) vom 23. März 2010;

Auf Grund des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region («Conseil économique et social de la Région wallonne») vom 26. April 2010;

Auf Grund des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. April 2010;

haben

die Regierung der Wallonischen Region, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten, Herrn Rudy Demotte, und ihren Minister für Haushalt und Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen, Herrn André Antoine,

und

die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und Minister für Lokale Behörden, Herrn Karl-Heinz Lambertz, und ihren Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung, Herrn Oliver Paasch,

Folgendes vereinbart :

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

1. Auszubildende: in Nummer 2 angeführter Lehrling oder Teilnehmer der Meisterkurse im Rahmen der vom IFAPME oder vom IAWM organisierten mittelständischen Ausbildung;

2. Lehrling: Person, die im Rahmen der vom IFAPME oder vom IAWM organisierten mittelständischen Ausbildung einen Lehrvertrag abgeschlossen hat;

3. Zentrum: Organisator der theoretischen Kurse sowohl auf Ebene der Lehre als auch der Meisterausbildung im Rahmen der mittelständischen Ausbildung von IFAPME und IAWM;

4. Gemeinschaft: Deutschsprachige Gemeinschaft;

5. Verbundlehrvertrag: Vertrag, der eine überbetriebliche Ausbildung in bestimmten durch das Lehrprogramm festgelegten Tätigkeiten in einem anderen Betrieb als dem Ausbildungsbetrieb des Lehrlings regelt;

6. Lehrvertrag: Vertrag, mit dem ein Betriebsleiter sich verpflichtet, einem Lehrling eine dem Lehrprogramm bzw. Stoffverteilungsplan und den gesetzlichen Ausbildungsbedingungen entsprechende Ausbildung zu erteilen bzw. erteilen zu lassen und mit dem ein Lehrling sich verpflichtet, sowohl der praktischen Ausbildung als auch den theoretischen Kursen vorschriftsmäßig unter der Aufsicht seines Ausbilders zu folgen;

7. IAWM: Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

8. IFAPME: "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

9. Institute: "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" und Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

10. Pädagogische Hilfsmittel: Ausbildungsnachweis, «Carnet d'alternance», «Carnet de formation en entreprise», «Carnet pédagogique» oder jedes andere von den Instituten festgelegte Dokument, das der Nachvollziehbarkeit und Begleitung sowohl der praktischen (Betrieb) als auch der theoretischen (Zentrum) Ausbildung des Lehrlings dient;

11. Referent: Lehrlingssekretär des IAWM und «délégué à la tutelle» des IFAPME;

12. Region: Wallonische Region (für den französischsprachigen Teil);

13. Ausbilder: Person, die innerhalb des Betriebs bezeichnet wurde, um die praktische Ausbildung und die Begleitung des Lehrlings innerhalb dieses Betriebs durchzuführen.

Art. 2 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen legt den Rahmen für die Zusammenarbeit zwischen dem IFAPME und dem IAWM sowie die Bestimmungen zur Mobilität der Auszubildenden zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft fest.

KAPITEL 2 — *Zusammenarbeit im Bereich "Pädagogik"*

Art. 3 - Die Auszubildenden der Region bzw. Gemeinschaft können an den Wettbewerben beider Institute teilnehmen.

Art. 4 - Die Institute prüfen in einer Reihe einvernehmlich festgelegter Berufe, die Möglichkeit, einen Lehrlingsaustausch für überbetriebliche Weiterbildungen an den Zentren zu organisieren.

KAPITEL 3 — *Mobilität der Auszubildenden**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 5 - Die Mobilität kann organisiert werden, wenn die betreffende Ausbildung in der jeweiligen Region bzw. Gemeinschaft besteht und das entsprechende Ausbildungsprogramm bzw. Stoffverteilungsplan in folgenden Punkten übereinstimmt:

- Definition des Berufsbildes, in dem ausgebildet wird;
- Organisation der Ausbildung (Dauer, Stundenanzahl...);
- Kompetenzen, wie im Ausbildungsprogramm bzw. Stoffverteilungsplan festgelegt;
- Zu erreichendes Kompetenzniveau;
- Evaluierung dieses Kompetenzniveaus.

Das IFAPME und das IAWM legen gemeinsam die Liste der Berufe fest, in denen die Mobilität organisiert werden kann. Diese Liste wird von den für die Ausbildung zuständigen Ministern in der Region und der Gemeinschaft genehmigt.

Abschnitt 2 — Die Kurse für die Auszubildenden an den Zentren

Art. 6 - Der Auszubildende kann ein Zentrum in der anderen Region bzw. Gemeinschaft wählen, an dem er den theoretischen Kursen folgen möchte.

Die Fachkurse in diesem Zentrum müssen mit dem Berufsbild und dem Ausbildungsprogramm bzw. Stoffverteilungsplan übereinstimmen, welche vom Institut, zu dem dieses Zentrum gehört, festgelegt wurden.

Art. 7 - Die theoretischen Kurse werden in der/den Sprache(n) der Region bzw. Gemeinschaft abgehalten, in der sich das Zentrum befindet.

Art. 8 - Die Zulassungsbedingungen für Auszubildende, das Kursprogramm oder der Stoffverteilungsplan, die Organisation und die Bewertung der Kurse sowie die eventuellen Kosten zu Lasten der Vertragsparteien, obliegen der gültigen Rechtsgrundlage der Region bzw. Gemeinschaft, in der der Auszubildende den theoretischen Kursen folgt.

Art. 9 - Insofern alle anderen Zulassungsbedingungen erfüllt sind, sind die Auszubildenden, die eine vom IAWM bzw. IFAPME organisierte Aufnahmeprüfung bestehen, von der durch das andere Institut organisierten Aufnahmeprüfung befreit. Die Region und die Gemeinschaft sorgen dafür, dass die Institute die Aufnahmeprüfungen, die sie organisieren, gegenseitig anerkennen.

Art. 10 - Der für die praktische Ausbildung des Lehrlings verantwortliche Referent übermittelt dem Zentrum alle zur Einschreibung zu den allgemeinbildenden und fachlichen Kursen notwendigen Informationen und ist während der gesamten Vertragslaufzeit die verantwortliche Kontaktperson.

Art. 11 - Der Auszubildende, der seine vollständige Ausbildung, ein Modul oder ein Ausbildungsjahr erfolgreich abgeschlossen hat, erhält ein Diplom, ein Zertifikat oder eine Bescheinigung, ausgestellt von dem Zentrum, an dem er die theoretischen Kurse absolviert hat und in der Sprache der Region bzw. Gemeinschaft, in der sich das Zentrum befindet.

Art. 12 - Insofern die in der Regelung der Region bzw. Gemeinschaft vorgesehenen Zulassungsbedingungen zur Ausbildung erfüllt sind und die Ausbildungsprogramme bzw. Stoffverteilungspläne übereinstimmen, erkennen die Institute im Falle eines interregionalen Wechsels des Zentrums während der laufenden Ausbildung die vorher vom jeweils anderen Zentrum ausgehändigten Zertifikate und Bescheinigungen an.

Art. 13 - Falls der Auszubildende sich dafür entscheidet, seine theoretische Ausbildung in zwei verschiedenen Zentren der zwei verschiedenen Regionen bzw. Gemeinschaften zu absolvieren, wird das Diplom, das Zertifikat oder die Bescheinigung von der Region bzw. Gemeinschaft ausgestellt, in der der Auszubildende die Fachkurse (B) absolviert und wo er die praktische Abschlussprüfung (C) erfolgreich ablegt.

Art. 14 - Dem Lehrling, der einen Lehrvertrag in einem durch das IFAPME anerkannten Ausbildungsbetrieb abgeschlossen hat, der jedoch allen Kursen in einem Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft folgt und auch alle Prüfungen erfolgreich dort ablegt, wird das Studienzeugnis des sechsten Jahres des berufsbildenden Sekundarunterrichts durch das IAWM verliehen, und zwar unter den gleichen Bedingungen, wie dem Lehrling, der einen Lehrvertrag in einem durch das IAWM anerkannten Ausbildungsbetrieb abgeschlossen hat.

Dem Lehrling, der einen Lehrvertrag in einem durch das IAWM anerkannten Ausbildungsbetrieb abgeschlossen hat, der jedoch unter der Aufsicht des IAWM allen Kursen oder einem Teil der Kurse in einem Zentrum des IFAPME folgt und auch alle Prüfungen erfolgreich ablegt, wird das Studienzeugnis des sechsten Jahres des berufsbildenden Sekundarunterrichts durch das IAWM verliehen, und zwar unter den gleichen Bedingungen wie dem Lehrling, der den Kursen in einem Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft folgt.

Art. 15 - Die Erstattung der Fahrtkosten der Lehrlinge zum Zentrum erfolgt gemäß der Rechtsgrundlage der Region bzw. Gemeinschaft, in der der Lehrling seiner theoretischen Ausbildung folgt.

Abschnitt 3 — Die praktische Ausbildung im Betrieb für die Lehrlinge

Art. 16 - § 1 - Jeder Lehrling, der in den Genuss der Mobilität kommen möchte, muss einen gültigen Lehrvertrag in einem durch eines der beiden Institute anerkannten Ausbildungsbetrieb unterzeichnen.

§ 2 - Dieser Lehrvertrag wird vom zuständigen Referenten in der Region bzw. Gemeinschaft abgeschlossen, in der die praktische Ausbildung stattfindet.

Art. 17 - Der Abschluss des Lehrvertrags, dessen Ausführung, dessen Aussetzung und dessen Bruch erfolgen entsprechend den Rechtsgrundlagen der Region bzw. Gemeinschaft, in der die praktische Ausbildung stattfindet.

Der Lehrvertrag enthält zumindest folgende Angaben:

- die Zulassungsbedingungen zur mittelständischen Ausbildung;
- die Einschreibung zu den theoretischen Kursen;
- die Ausbildungsdauer;
- die Rechte und Pflichten des Lehrlings und des Betriebsleiters sowie des Ausbilders;
- die Aussetzung und der Bruch des Vertrags;
- die Sanktionen.

Art. 18 - Die Lehrlinge mit Lehrvertrag in der Deutschsprachigen Gemeinschaft können einen Verbundlehrvertrag mit einem durch das IFAPME anerkannten Ausbildungsbetrieb abschließen. Die Ausführung dieses Verbundlehrvertrages steht unter der Aufsicht des Referenten der Region, in der der Lehrvertrag abgeschlossen wurde. Die Rechtsgrundlage für Verbundlehrverträge der Deutschsprachigen Gemeinschaft gilt.

Die Lehrlinge mit Lehrvertrag in der Wallonischen Region können einen Verbundlehrvertrag mit einem durch das IAWM anerkannten Ausbildungsbetrieb abschließen. Die Ausführung dieses Verbundlehrvertrages steht unter der Aufsicht des Referenten der Region, in der der Lehrvertrag abgeschlossen wurde. Die Rechtsgrundlage für Verbundlehrverträge der Wallonischen Region gilt.

Art. 19 - Der Ausbildungsbetrieb und der Ausbilder müssen die Bedingungen der Region bzw. Gemeinschaft erfüllen, in der sich der Ort der praktischen Ausbildung befindet.

Art. 20 - Der Referent, der den Lehrvertrag abschließt, ist verantwortlich für die praktische Ausbildung des Lehrlings.

Art. 21 - Im Falle des Nicht-Bestehens eines Ausbildungsjahres greift die Rechtsgrundlage der Region bzw. Gemeinschaft, in der der Auszubildende seiner praktischen Ausbildung folgt.

Art. 22 - Falls ein Unternehmen mehrere Firmensitze in verschiedenen Regionen bzw. Gemeinschaften hat, tauschen die Referenten der Region und der Gemeinschaft alle notwendigen Informationen über die Vergabe oder den Entzug der Zulassung als anerkannter Ausbildungsbetrieb, die Anzahl der dort ausgebildeten Lehrlinge sowie zum allgemeinen Ablauf der betrieblichen Ausbildung untereinander aus.

Art. 23 - Der Referent überprüft den korrekten Gebrauch des pädagogischen Hilfsmittels durch den Lehrling und den Ausbilder. Wenn das pädagogische Hilfsmittel in die Bewertung des Lehrlings mit einfließt, wird ausschließlich das pädagogische Hilfsmittel berücksichtigt, das vom Zentrum ausgehändigt wird.

Art. 24 - Der Lehrling muss die Regelungen zum pädagogischen Hilfsmittel befolgen, die in der Region bzw. Gemeinschaft festgelegt wurden, in der er den Fachkursekursen (B) folgt.

Es kann eine Übersetzung des pädagogischen Hilfsmittels in die jeweils andere Sprache erfolgen.

Art. 25 - Die Erstattung der Fahrtkosten der Lehrlinge zum Ort der praktischen Ausbildung erfolgt gemäß der gültigen Rechtsgrundlage der Region bzw. Gemeinschaft, in der der Auszubildende seiner praktischen Ausbildung folgt.

KAPITEL 4 — Schlussbestimmungen

Art. 26 - Die Regierungen beauftragen die Institute, eine Vereinbarung über ihre Zusammenarbeit und die Umsetzung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens abzuschließen.

Art. 27 - Die Streitigkeiten zwischen den Vertragsparteien werden gemeinsam von den Regierungen beigelegt.

Art. 28 - Im Falle der Auflösung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden die laufenden Lehrverträge und Kurse bis zu ihrem vorgesehenen Ende entsprechend den hier festgeschriebenen Bedingungen fortgesetzt.

Art. 29 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Juli 2011 mit Beginn der neuen Periode zum Abschluss von Lehrverträgen in Kraft.

Ausgestellt zu Namur am 30. September 2011, in zweifacher Ausfertigung in französischer Sprache und in zweifacher Ausfertigung in deutscher Sprache.

Für die Regierung der Wallonischen Region:

Der Ministerpräsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
A. ANTOINE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden,
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung,
O. PAASCH

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 312

[2012/200405]

12 JANUARI 2012. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 september 2011 tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteit van de lerenden in het kader van de alternerende opleiding en van de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. Het decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 september 2011 tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteit van de lerenden in het kader van de alternerende opleiding en van de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen is goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 januari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement 508 (2011-2012) Nrs. 1 tot 3.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare zitting van 11 januari 2012.

Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteit van de lerenden in het kader van de alternerende opleiding en van de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen

Gelet op de artikelen 1, 39, 130, 134, 138 en 139 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55*bis*, gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'s;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 26 november 1998 tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 13*quinquies*, ingevoegd bij het samenwerkingsakkoord van 3 juli 2008;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ", hierna « IFAPME » genoemd, gegeven op 7 mei 2010;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het « Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen », hierna « IAWM » genoemd, gegeven op 23 maart 2010;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 26 april 2010;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Communauté germanophone » (Wirtschafts- und Sozialrat), gegeven op 27 april 2010;

De Waalse Regering, vertegenwoordigd in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en van haar Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport, de heer André Antoine;

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd in de persoon van haar Minister-President, Minister van Lokale Besturen, de heer Karl-Heinz Lambertz, en van haar Minister van Onderwijs, Vorming en Werkgelegenheid, de heer Oliver Paasch;

Na beraadslaging,

Zijn overeengekomen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° « Lerende » : leerling bedoeld onder punt 2° en auditeur ingeschreven voor een opleiding bedrijfsleider die door het "IFAPME" of het "IAWM" georganiseerd wordt in het kader van de alternerende opleiding en de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

2° « Leerling » : persoon ingeschreven voor een leeropleiding die door het "IFAPME" of het "IAWM" georganiseerd wordt in het kader van de alternerende opleiding en de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

3° « Opleidingscentrum » : de organisator van de theoretische cursussen zowel op het vlak van het leerproces als op het vlak van de opleiding bedrijfsleider die door het "IFAPME" of het "IAWM" georganiseerd wordt in het kader van de alternerende opleiding en de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen;

4° « Gemeenschap » : de Duitstalige Gemeenschap;

5° « Aanvullend contract » : contract tot invoering van een aanvullende opleiding betreffende bepaalde punten van het programma die aan de leerling gegeven wordt door een andere bedrijfsleider dan die met wie hij zijn hoofdlercontract heeft getekend;

6° « Leercontract » : contract op grond waarvan een bedrijfsleider zich ertoe verbindt een leeropleiding aan een leerling te geven of te laten geven, overeenkomstig het betrokken opleidingsprogramma of -referentieel en de geldende wettelijke regelgeving, en op grond waarvan een leerling zich ertoe verbindt zich vertrouwd te maken met de theorievakken en de knowhow die voor de uitoefening van het beroep nuttig zijn, onder de leiding en het toezicht van zijn voogd overeenkomstig diezelfde regelgeving;

7° « IAWM » : het « Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen »;

8° « IFAPME » : Het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises »;

9° « Instituten » : Het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » en het « Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen »;

10° « Pedagogisch hulpmiddel » : « Ausbildungsnachweis », alternantieboekje, bedrijfsopleidingsboekje, pedagogisch boekje of elk ander document bepaald door de Instituten met het oog op de opvolging van het opleidingsplan van de leerling, zowel op praktisch (bedrijf) als op theoretisch vlak (opleidingscentrum);

11° « Referent » : « Lehrlingssekretär » ressorterende onder het « IAWM » en de voogdijafgevaardigde ressorterende onder het « IFAPME »;

12° « Gewest » : het Waalse Gewest, wat het Franstalige gedeelte betreft;

13° « Voogd » : de persoon die binnen het bedrijf aangewezen is als verantwoordelijke voor de opleiding en begeleiding van een leerling.

Art. 2. Deze samenwerkingsovereenkomst beoogt de vastlegging van het kader voor de samenwerking tussen het « IFAPME » en het « IAWM », alsook de mobiliteit van de lerenden tussen het Gewest en de Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Samenwerking in de pedagogische vakken*

Art. 3. De lerenden van het Gewest en de Gemeenschap mogen deelnemen aan de vergelijkend examens die door elk van de Instituten georganiseerd worden.

Art. 4. Voor de beroepen die zij bepalen, onderzoeken de Instituten de mogelijkheid om een uitwisseling tussen lerenden te organiseren wat betreft de gesimuleerde praktijkcursussen in het opleidingscentrum.

HOOFDSTUK III. — *Mobiliteit van de lerenden*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 5. De mobiliteit kan georganiseerd worden als de opleidingen zowel in het Gewest als in de Gemeenschap bestaan en als de opleidingsprogramma's of -referentiële gelijkwaardig zijn wat betreft :

- de omschrijving van het beroep dat het voorwerp van de opleiding uitmaakt;
- het organisationele kader van de opleiding (duur, omvang...);
- de vaardigheden opgenomen in het opleidingsprogramma of -referentieel;
- het niveau van de vereiste vaardigheden;
- de evaluatie van dat vaardighedeniveau.

Het « IFAPME » en het « IAWM » zullen de lijst van de beroepen opmaken waarvoor de mobiliteit georganiseerd kan worden. Die lijst wordt goedgekeurd door de Voogdijministers van de Gewest- en Gemeenschapsregeringen die voor Vorming bevoegd zijn.

Afdeling 2. — Cursussen in een Opleidingscentrum voor lerenden

Art. 6. De lerende kan kiezen om de theoretische opleiding te volgen in een Opleidingscentrum dat hetzij in het Gewest, hetzij in de Gemeenschap gevestigd is.

De beroeps cursussen die in dat Opleidingscentrum gevolgd worden moeten stroken met het beroep en het opleidingsprogramma of -referentieel vastgelegd door het Instituut van het netwerk waarvan dat Centrum afhangt.

Art. 7. De theoriecursussen worden georganiseerd in de taal (talen) van het Gewest of de Gemeenschap waar het Opleidingscentrum gevestigd is.

Art. 8. De voorwaarden waaronder de lerenden tot de cursussen toegelaten worden, het cursussenprogramma of -referentieel, de organisatie en de evaluatie, alsook de eventuele kosten voor rekening van de contracterende partijen, worden bepaald bij de regelgeving van kracht in het Gewest of in de Gemeenschap waar de lerenden hun theoretische opleiding volgen.

Art. 9. Voor zover alle andere toelaatbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn, worden de lerenden die geslaagd zijn voor het toegangsexamen dat door één van de Instituten georganiseerd wordt vrijgesteld van de verplichting om te slagen voor het toegangsexamen dat door het andere Instituut georganiseerd wordt. Het Gewest en de Gemeenschap moeten ervoor zorgen dat de Instituten de door hen georganiseerde toegangsexamens wederzijds erkennen.

Art. 10. De referent die instaat voor de praktische opleiding van de leerling verstrekt de nodige gegevens aan het Centrum met het oog op zijn inschrijving voor de algemene en beroepscursussen en neemt tijdens de hele duur van de opleidingen de contacten op die nuttig zijn voor de opvolging van de theoretische opleiding.

Art. 11. Aan het einde van zijn volledige opleidingstraject, of van een module of van een jaar, ontvangt de geslaagde lerende een diploma of een getuigschrift voor zijn geslaagde opleiding, opgemaakt door het Opleidingscentrum waar hij de theoriecursussen gevolgd heeft, in de taal van het Gewest of van de Gemeenschap waar het Centrum gevestigd is.

Art. 12. Als de lerende in de loop van zijn opleiding van Opleidingscentrum verandert (van het Gewest naar de Gemeenschap of omgekeerd), erkennen en valideren de Instituten de attesten en getuigschriften afgeleverd door het eerste Centrum waar hij de cursussen gevolgd heeft, voor zover voldaan wordt aan de voorwaarden voor de toelating tot de opleiding waarin de regelgeving van het Gewest of de Gemeenschap voorziet en voor zover de opleidingsprogramma's of -referentiële verenigbaar zijn.

Art. 13. Als de lerende ervoor kiest zijn theoretische opleiding te volgen in twee verschillende Opleidingscentra die onder het Gewest en de Gemeenschap ressorteren, wordt het diploma of het getuigschrift van de geslaagde opleiding opgemaakt door het Gewest of de Gemeenschap waar hij de beroepscursussen (B) heeft gevolgd en met succes de praktische proef (C) aan het einde van de opleiding heeft afgelegd.

Art. 14. Een leerling die een leercontract heeft ondertekend in een door het « IFAPME » erkend opleidend bedrijf maar het geheel van zijn cursussen volgt en alle examens met succes aflegt in een Opleidingscentrum van de Gemeenschap, kan aanspraak maken op het getuigschrift van het zesde jaar middelbaar beroepsonderwijs dat door het « IAWM » afgeleverd wordt, onder dezelfde voorwaarden als de leerling die een leercontract ondertekend heeft in een door het « IAWM » erkend opleidend bedrijf.

Een leerling die een leercontract heeft ondertekend in een door het « IAWM » erkend opleidend bedrijf maar onder toezicht van het « IAWM » het geheel of een gedeelte van zijn cursussen in een Opleidingscentrum van het « IFAPME » volgt en al zijn examens met succes aflegt, kan aanspraak maken op het getuigschrift van het zesde jaar middelbaar beroepsonderwijs dat door het « IAWM » afgeleverd wordt, onder dezelfde voorwaarden als de leerlingen die de cursussen volgen in een Centrum dat in de Gemeenschap gevestigd is.

Art. 15. De kosten van de verplaatsingen van de leerlingen naar het Opleidingscentrum worden terugbetaald overeenkomstig de regelgeving van kracht in het Gewest of de Gemeenschap waar de leerling zijn theoretische opleiding volgt.

Afdeling 3. — Praktische opleiding in het bedrijf voor de leerlingen

Art. 16. § 1. Elke leerling die wenst voordeel te trekken van het mobiliteitssysteem moet een leercontract ondertekenen in een opleidend bedrijf dat door het « IFAPME » of het « IAWM » erkend is.

§ 2. Dat contract wordt gesloten door de bemiddelaar van een referent die bevoegd is in het Gewest of de Gemeenschap waar het centrum van de praktische opleiding gevestigd is.

Art. 17. Het leercontract wordt gesloten, uitgevoerd, opgeschort en gebroken overeenkomstig de regelgeving van kracht in het Gewest of de Gemeenschap waar de praktische opleiding georganiseerd wordt.

Het leercontract bevat op zijn minst :

- de voorwaarden voor de toelating tot de alternerende opleiding;
- de verplichte inschrijving voor de theoriecursussen;
- de duur van het contract;
- de rechten en plichten van de leerling, de bedrijfsleider en de voogd;
- de opschorting en de breuk van het contract;
- de sancties.

Art. 18. De leerlingen van de Duitstalige Gemeenschap kunnen onder de voogdij van de referent van hun entiteit van herkomst een aanvullend contract ondertekenen in een bedrijf erkend door het « IFAPME ». De regelgeving van de Duitstalige Gemeenschap inzake aanvullende contracten is van toepassing.

De leerlingen van het Waalse Gewest kunnen onder de voogdij van de referent van hun entiteit van herkomst een aanvullend contract ondertekenen in een bedrijf erkend door het « IAWM ». De regelgeving van het Waalse Gewest inzake aanvullende contracten is van toepassing.

Art. 19. Het opleidend bedrijf en de voogd moeten voldoen aan de voorwaarden die vastliggen in de regelgeving van toepassing in het Gewest of de Gemeenschap waar de praktische opleiding georganiseerd wordt.

Art. 20. De referent die het leercontract ondertekend, is verantwoordelijk voor de praktische opleiding van de leerling.

Art. 21. Als de lerende na een opleidingsjaar niet slaagt, is de regelgeving betreffende het leercontract van het Gewest of de Gemeenschap waar hij zijn praktische opleiding gevolgd heeft van toepassing.

Art. 22. Als een bedrijf over verschillende bedrijfszetels beschikt buiten het Gewest of de Gemeenschap, wisselen de referenten van het Gewest en de Gemeenschap alle nodige informatie uit i.v.m. de erkenningen van de bedrijfszetels en de intrekking ervan, het aantal leerlingen in opleiding, alsook het verloop van de opleiding binnen die zetels.

Art. 23. De referent ziet erop toe dat het pedagogische hulpmiddel goed gebruikt wordt door de leerling en de voogd. Als het pedagogische hulpmiddel in aanmerking genomen wordt bij de evaluatie van de leerling, wordt slechts rekening gehouden met het hulpmiddel dat door het opleidingscentrum ter beschikking gesteld wordt.

Art. 24. De leerling moet zich houden aan de regels i.v.m. het pedagogische hulpmiddel die vastgelegd worden door het Gewest of de Gemeenschap waar hij de beroepscursussen (B) volgt.

Het pedagogische hulpmiddel kan in de andere taal vertaald worden.

Art. 25. De kosten van de verplaatsingen van de leerlingen naar het Centrum van de praktische opleiding worden terugbetaald overeenkomstig de regelgeving van kracht in het Gewest of de Gemeenschap waar de leerling zijn praktische opleiding volgt.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 26. De Regeringen belasten de Instituten met het sluiten van een samenwerkingsovereenkomst betreffende de inhoud van dit akkoord.

Art. 27. De geschillen tussen de partijen die dit akkoord hebben ondertekend, worden gezamenlijk beslecht door de Regeringen.

Art. 28. In geval van ontbinding van dit akkoord worden de lopende leercontracten en opleidingen behouden totdat ze aflopen, overeenkomstig de bepalingen van het samenwerkingsakkoord.

Art. 29. Dit akkoord treedt in werking op 1 juli 2011 wat betreft de nieuwe periode waarin leercontracten gesloten worden.

Namen, 30 september 2011, in twee exemplaren in de Franse taal en twee exemplaren in de Duitse taal.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President en Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Vorming en Werkgelegenheid,
O. PAASCH

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 313

[2012/200517]

16 DECEMBER 2011. — Ordonnantie tot wijziging van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In titel I van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, wordt een hoofdstuk 1 ingevoegd, dat de artikelen 1 tot en met 1ter bevat, luidende : « Hoedanigheid van kiezer ».

Art. 3. In titel I van hetzelfde wetboek, wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd, dat de artikelen 2 en 3 bevat, luidende : « Opmaak van de kiezerslijst ».

Art. 4. In artikel 3, § 1, laatste lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1994, 27 januari 1999 en 19 maart 2004 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerst zin worden de woorden « het identificatienummer zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen » ingevoegd tussen de woorden « het geslacht, » en de woorden « en de hoofdverblijfplaats »;

2° de laatste zin die aanvangt met de woorden « De lijst » en eindigt met de woorden « volgens de straten. » wordt vervangen door de volgende zinnen : « De kiezerslijst wordt volgens een doorlopende nummering opgemaakt, desgevallend per gemeentelijke afdeling, hetzij geografisch volgens de straten, hetzij in alfabetische volgorde van de kiezers. Het college van burgemeester en schepenen zorgt ervoor dat personen die in het bevolkingsregister ingeschreven zijn op hetzelfde adres, in hetzelfde stemcentrum worden opgeroepen. ».

Art. 5. In titel I van hetzelfde wetboek, wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, dat artikel 3bis bevat, luidende « Bezwaar met betrekking tot de kiezerslijst ».

Art. 6. In titel I van hetzelfde wetboek, wordt een hoofdstuk 4 ingevoegd, dat artikel 4 bevat, luidende : « Afgifte van de kiezerslijst ».

Art. 7. Artikel 4 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993 en bij de ordonnantie van 16 februari 2006, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. § 1. - Zodra de kiezerslijst is opgesteld, verstrekt het college van burgemeester en schepenen of de door hem aangeduide ambtenaar afschriften ervan aan de gevolmachtigden van politieke partijen die er zich schriftelijk toe verbinden om tijdens de verkiezingen en gedurende de legislatuur de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 313

[2012/200517]

16 DECEMBRE 2011. — Ordonnance modifiant le Code électoral communal bruxellois

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Dans le titre I^{er} du Code électoral communal bruxellois, il est inséré un chapitre 1, comportant les articles 1^{er} à 1^{er}ter, intitulé : « La qualité d'électeur ».

Art. 3. Dans le titre I^{er} du même code, il est inséré un chapitre 2, comportant les articles 2 et 3, intitulé : « L'établissement de la liste des électeurs ».

Art. 4. Dans l'article 3, § 1^{er}, dernier alinéa, du même code, modifié par les lois des 11 avril 1994, 27 janvier 1999 et 19 mars 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots « le numéro d'identification visé à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques » sont insérés entre les mots « le sexe » et les mots « et la résidence principale »;

2° la dernière phrase commençant par les mots « La liste » et finissant par les mots « en fonction des rues. » est remplacée par les phrases suivantes : « La liste des électeurs est établie selon une énumération continue, le cas échéant par section de commune, soit dans l'ordre géographique, en fonction des rues, soit par ordre alphabétique des électeurs. Le collège des bourgmestre et échevins veille à convoquer dans le même centre de vote les personnes inscrites à la même adresse sur le registre de population. ».

Art. 5. Dans le titre I^{er} du même code, il est inséré un chapitre 3, comportant l'article 3bis, intitulé « La réclamation au sujet de la liste des électeurs ».

Art. 6. Dans le titre I^{er} du même code, il est inséré un chapitre 4, comportant l'article 4, intitulé : « La délivrance de la liste des électeurs ».

Art. 7. L'article 4 du même code, modifié par la loi du 16 juillet 1993 et par l'ordonnance du 16 février 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Article 4. § 1^{er}. - Dès que la liste des électeurs est établie, le collège des bourgmestre et échevins ou le fonctionnaire désigné par lui en délivre des copies aux personnes mandatées par des partis politiques qui s'engagent par écrit à respecter, au cours des élections et durant la législature, les principes démocratiques d'un État de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du